



REFORMER LE CAPITALISME OU L'ABATTRE ?

Camarade, Plus de trois ans après l'élection de François Hollande, tous ceux qui ont cru que « lui président » sortirait le pays de la crise, ferait reculer le chômage, défendrait les systèmes sociaux (retraite sécu) font l'amer constat qu'ils ont été bernés. Aux prochaines élections peut-être iront-ils rejoindre le premier parti de France, la masse des abstentionnistes, ou se laisseront attirer par les sirènes « anti système » du parti de Marine Le Pen. Bernés aussi, les électeurs de la gauche de la gauche incarnée par le Front de Gauche qui ont suivi ses consignes de vote pour Hollande afin d'écartier le danger de droite. « La droite en rêvait, la gauche le fait » annoncions nous dans notre journal de décembre 2013, aujourd'hui le pouvoir socialiste est encore allé encore plus loin dans la soumission au capital et dans l'attaque des conditions de travail et de vie des travailleurs.

Quelle différence entre la droite et la gauche ?

Le Parisien du 7 septembre répond à la question en titrant « Droite Gauche on ne s'y retrouve plus, le clivage droite gauche n'existe presque plus ». Mais il ne fournit bien sûr aucune explication sur les causes de cette situation. Seule l'analyse marxiste de la nature de la société capitaliste et de son évolution donne la réponse.

Camarade, si tu poursuis ta lecture, nous allons essayer le plus brièvement et le plus clairement possible d'en donner les grandes lignes et surtout sur ce que tout camarade animé par l'idéal communiste, tout progressiste, partisan d'un monde nouveau sans exploitation, sans guerre, misère, famine et catastrophes écologiques ou militant syndicaliste dévoué à la défense des intérêts des travailleurs peut et doit faire pour sortir
(Suite p 2)

LES FAUTEURS DE GUERRE AU MOYEN ORIENT CE SONT LES FORCES IMPERIALISTES

LEUR CREATURE DAECH¹ EST LEUR ALLIE CONTRE LES PEUPLES.

Le 22 juillet 2015, 33 militants communistes et révolutionnaires ont été tués dans un attentat perpétré par Daech à Suruç, en Turquie. Le même jour un accord a été conclu entre les Etats Unis et l'Etat turc pour l'utilisation de la base militaire d'Incirlik². Dans la même période certaines forces se disant en opposition avec le régime syrien ont abandonné leur base en Syrie proche de la frontière turque aux forces turques ou à des milices proches de l'armée Turque.

Suite p 3

LE PEUPLE GREC A LA CROISEE DES CHEMINS IMPASSE REFORMISTE OU VOIE REVOLUTIONNAIRE

(Publié sur le site du ROCML -Juillet 2015)

A l'initiative du « mouvement social grec » [1], des manifestations se sont déroulées en France et dans toute l'Europe afin de « soutenir le peuple grec » au moment où Syriza négocie une nouvelle fois le paiement de sa dette avec l'Union Européenne.

Suite p 5

Adresse électronique du
ROCML Roc.ml@laposte.net
Site du ROCML : <http://www.Rocml.org>

de l'impuissance politique dans laquelle nous sommes plongés.

Le Parti socialiste au pouvoir, reconstitué par F. Mitterrand est selon les paroles d'un des dirigeants historique de la SFIO (ancêtre du PS)¹ « le gérant loyal du capitalisme », cela l'a amené à abandonner le discours réformiste pour adopter une politique ouvertement libérale très proche, sinon identique à celle de la droite, laissant à sa minorité de « gauche » et au Front de gauche la défense de la politique réformiste.

Mais ce qui caractérise tous les partis (les Verts, gauche de la gauche -Front de gauche- et droite de la droite -FN- compris) – c'est qu'ils fondent leur activité sur l'objectif de gouverner la France capitaliste.

Ils ne remettent pas en cause le capitalisme, son mode de production dont le seul but est de produire du profit par l'exploitation des travailleurs, donc la domination politique du capital. L'expérience désastreuse de la gauche radicale Syriza en Grèce est là pour le démontrer sans sortir du capitalisme on ne peut changer la société.

L'activité politique de tous ces Partis est conditionnée par les échéances électorales. Et comme on peut s'en apercevoir à l'approche des élections régionales, le temps des magouilles, compromis, accords électoraux est de retour.

Cela veut dire que lors des prochaines élections présidentielles quel que soit le candidat sur lequel tu porteras ton suffrage la politique en faveur du capital et contre les travailleurs sera poursuivie.

Sous le capitalisme, l'Etat est au service de la classe qui a le pouvoir économique et est le garant, le gérant, des intérêts généraux de cette classe et du capital qu'elle détient. Et il n'en saurait être autrement car certaines lois objectives qui fondent l'économie capitaliste ne peuvent être « dépassées » qu'en changeant de mode de production. Voilà pourquoi quel que soit le parti au pouvoir il sera au service du capital.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie a passé un compromis historique avec le Parti communiste en lui accordant quelques sièges au gouvernement et des réformes favorables aux travailleurs pour éviter des soulèvements révolutionnaires et pour les entrainer à « retrousser les manches » selon la célèbre expression de Maurice Thorez pour relancer la production (des profits) en France.

Pendant la période de relative prospérité² « des trente glorieuses », Le jeu politique gauche droite se met en place bientôt suivi par la période de l'alternance droite gauche à la tête de l'Etat.

Les illusions des travailleurs sur l'Etat providence, sur la possibilité d'obtenir certaines réformes portées par la gauche au gouvernement, se renforcent pendant cette période d'autant que le Parti communiste ne les combat pas, pire il en est le porteur. Le réformisme qui prétend que l'on peut changer par des réformes politiques le capitalisme et aller vers le socialisme domine.

Ces illusions perdurent encore aujourd'hui mais sont battues en brèche car la situation a changé : le capitalisme devenu mondial est en crise, une crise profonde et durable. Le réformisme n'a plus de grain à moudre et les solutions pour tenter d'en sortir sont partout les mêmes : s'en prendre aux travailleurs, à leur conditions de vie et d'existence, à leur salaire, au temps de travail etc... et là plus de différence apparente entre les solutions de droite et de gauche !

Certains à la gauche de la gauche et même à l'extrême gauche s'en prennent au capital financier, à la finance en opposition au bon capital industriel qui s'invertrait dans la production au lieu de spéculer en bourse. Depuis longtemps, comme Lénine l'a démontré dans son ouvrage « l'impérialisme stade suprême du capitalisme »³ il n'y a plus aucune différence entre ces capitaux qui ont fusionné, notamment par l'intermédiaire des banques.

Et si le capitalisme a pu se maintenir jusqu'à nos jours malgré ses crises c'est grâce et par l'existence du capital financier qui lui a permis un temps de continuer à se développer malgré la surproduction. La crise que nous connaissons est celle du système capitaliste tout entier et pas seulement celle de la finance. D'autres rêvent de revenir à l'époque bénie des trente glorieuses et à l'application d'un programme inspiré de celui du CNR⁴, rêve utopiste dans les conditions actuelles dans les conditions de la crise du système capitaliste.

Arrivé à ce point de ta lecture tu t'interroges, peut-être fais-tu partie de ceux qui ont compris tout cela mais tu as des doutes, tu ne vois pas dans la situation actuelle de possibilités d'un réel changement. Et tu as raison, toutes les conditions n'existent pas encore, mais les con-

ditions objectives, les contradictions du capitalisme ne peuvent que s'aggraver et conduire les travailleurs à s'engager dans la voie de la transformation radicale de la société.

Il faut avoir confiance en sa classe, les prolétaires, la seule classe révolutionnaire de la société capitaliste à être porteur d'un monde nouveau. Si la classe ne se mobilise pas dans sa lutte quotidienne pour ses revendications, elle ne se mobilisera pas pour un objectif supérieur, abattre le capitalisme et instaurer le socialisme.

Aussi il s'agit pour tout syndicaliste anticapitaliste conséquent, défenseur des intérêts des travailleurs, d'agir pour unir la classe ouvrière dans son combat quotidien contre la classe bourgeoise, d'agir pour développer la solidarité de classe, dépasser le cadre strictement corporatiste, local, fusionner les luttes au niveau national, de défendre des revendications générales qui peuvent unir l'ensemble des travailleurs dans une même lutte : réduction du temps de travail sans perte de salaire, augmentations égales pour tous etc. et combattre la conception d'un syndicalisme « apolitique », car cet apolitisme est en fait une politique de soumission à la politique de la bourgeoisie. Voilà pourquoi les travailleurs doivent mener leur propre politique indépendante et pour ce faire il leur faut leur propre parti politique.

Peut-être te considères-tu communiste, cela te donne donc l'objectif de travailler pour redonner aux travailleurs, aux prolétaires le Parti Communiste qui leur manque. Ce Parti n'existe pas et il est vain de croire qu'on peut le créer à partir du parti communiste français, gangrené depuis longtemps par le cancer du réformisme et de la soumission au pouvoir du capital.

Quand ces objectifs seront en bonne voie de réalisation tu penseras comme nous que réformer le capitalisme c'est utopique et qu'être réaliste c'est lutter pour renverser le capitalisme et instaurer le socialisme.

¹ Tirant le bilan de son action à la tête du gouvernement, Léon Blum déclarera au procès de Riom intenté par le régime de Vichy : « *J'ai été le gérant loyal des intérêts de la bourgeoisie.* »

² Il n'est pas question dans cet article d'analyser cette période marquée par le rôle important de l'Etat dans le domaine économique (politique fordiste et keynésienne), par l'extension sans précédent du crédit à la production et à la consommation etc... et la crise des années 1980

³ Ouvrage disponible sur papier ou en format électronique sur simple demande à roc.ml@laposte.net

⁴ CNR Comité National de la Résistance qui prévoyait entre autre la mise en place de la sécurité sociale.

LES FAUTEURS DE GUERRE AU MOYEN ORIENT (suite de la page 1....)

Contrairement à la propagande mensongère propagée par les médias occidentaux, **tous les groupes** dits « islamistes » en Syrie sont soutenus par les pays impérialistes et les forces réactionnaires régionales, en particulier par les USA, la France, la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite.

Dans les circonstances présentes on nous dit maintenant que la lutte contre Daech a été renforcée par le rapprochement avec la Turquie. Mais en réalité depuis cet événement, à part la publication de quelques photos de militants de Daech, l'Etat turc n'a rien entrepris contre Daech. Bien au contraire il a déclaré la guerre au peuple kurde qui lutte en première ligne contre Daech et qui ne réclame même pas l'auto-détermination³.

Sur le terrain l'impérialisme et les forces réactionnaires locales manipulent l'opinion en montant les minorités les unes contre les autres, notamment en opposant le peuple Yézidi aux Kurdes en diffusant la rumeur selon laquelle « les musulmans exterminent le peuple Yézidi ». Mais beaucoup de Yézidis sont Kurdes et ont été sauvés des griffes de Daech par les Kurdes (dont la majorité est musulmane).

Le plus gros danger au Moyen Orient n'est pas Daech mais l'impérialisme. L'Irak, la Syrie, la Libye et le Yémen ont été plongés dans le chaos et la guerre. Par qui et pour quels intérêts ?

Nous avons déjà dans notre journal⁴ montré le lien qui unit l'impérialisme et l'EI. Il n'y a aucun doute pour nous : l'EI est une force réactionnaire et fasciste. Le conflit qui oppose l'EI et les impérialistes n'est pas un conflit entre l'obscurantisme et les forces de progrès mais un conflit entre forces réactionnaires.

Les médias français parlent d'un échec face à Daech. S'il ne s'agissait que d'une question militaire le problème aurait été réglé depuis longtemps. Mais Daech sert les intérêts géopolitiques des impérialistes occidentaux.

Le problème fondamental, n'est pas Daech, le problème fondamental est : qui contrôle et comment contrôler le moyen orient ?

De ce point de vue l'utilisation de bases militaires en Turquie par les USA participe au processus d'éradication de la présence russe au Moyen Orient. Il s'agit soit de renverser le

régime Syrien soit tout au moins de l'affaiblir et le laisser « mort entre deux eaux » : c'est une vieille tactique éprouvée. L'accord avec l'Iran, les menaces de guerre entre la Russie et d'autres forces impérialistes dénotent un conflit essentiellement de caractère inter-impérialiste. Que ce soit au Yémen, en Irak, en Syrie, en Libye, aucune organisation n'est indépendante des forces impérialistes.

Daech profite d'une certaine manière des conflits inter-impérialistes. Il vend du pétrole, achète des armes et de la nourriture sans problème. Il n'y a qu'à voir le flot de camions qui circulent entre le territoire tenu par Daech et la Turquie ou l'Irak.

Les Kurdes de Turquie ou de Rojava : une épine dans le pied de l'impérialisme

A Kobané (Rojava), les kurdes ont fait reculer Daech par leurs propres forces. Les bombardements américains ont même atteint par « erreur » des positions kurdes ou des zones en partie contrôlées par le régime Syrien.

Et ce n'est pas tout, quand la Turquie bombarde les bases Kurdes (PKK), et des populations et villages en Turquie même, y-a-t-il eu un seul pays qui ait condamné la Turquie? La Turquie de longue date ne s'est jamais engagée militairement contre Daech. Les USA ont obtenu la base militaire en Turquie en contrepartie pour l'Etat Turc de pouvoir mener en toute impunité des actions militaires contre les Kurdes tout en déclarant avec hypocrisie qu'elle cherche la paix avec le peuple kurde. Elle a même obtenu le soutien de Barzani, dirigeant kurde d'Irak, dans son intervention armée contre les Kurdes de Turquie (notamment contre le PKK).

Ce qui dérange les pays impérialistes et les forces réactionnaires locales chez les Kurdes de Turquie ou de Rojava, c'est qu'ils ne font pas confiance à l'impérialisme et aux forces réactionnaires. Par leur propre organisation politique et militaire ils ont pris le chemin de l'auto-défense. Cela a conduit à une mobilisation massive dans tout le Kurdistan, et au niveau international au soutien des révolutionnaires et communistes de divers pays, dont certains ont versé leur sang en se battant aux côtés du peuple Kurde. L'expérience de Rojava montre que, en profitant des conflits inter-impérialistes, les peuples peuvent prendre leur destin en main et se battre pour leurs intérêts propres. Evidemment il faut créer un rapport de force, avoir un soutien large parmi les peuples, la sympathie d'autres forces progressistes dans le monde. C'est ce que les USA et d'autres forces impérialistes n'ont pas apprécié.

A Rojava un peuple opprimé montre que la lutte pour l'indépendance ou l'auto-détermination peut être menée en s'appuyant sur ses propres forces⁵. Malgré tout, certaines organisations kurdes n'ont pas perdu leurs illusions d'obtenir des concessions grâce à la pression des pays impérialistes sur la Turquie et sur les autres pays qui divisent le Kurdistan. Pourtant toute histoire de la lutte du peuple kurde montre le contraire.

C'est ce qu'illustre aujourd'hui Rojava. Les forces réactionnaires et les pays impérialistes ont parié sur le règlement du « problème kurde » par Daech. Mais la résistance kurde a bousculé leurs plans. C'est cela qui a décidé l'Etat Turc de s'en prendre militairement au peuple kurde en effectuant des bombardements et des massacres de civils et autres actes qui relèvent de crimes contre l'humanité.

Mais cette situation a entraîné la formation d'une alliance en Turquie entre le peuple Kurde et d'autres minorités et notamment avec le mouvement révolutionnaire. Aux élections du 7 juin 2015 cette alliance a recueilli 6 millions de voix et obtenu 81 députés. Jamais dans l'histoire de la Turquie des communistes, des progressistes et des représentants du peuple Kurde n'ont été élu par le peuple avec une telle ampleur. Ce fut un coup très dur pour le Gouvernement islamiste qui dirige sans partage la Turquie depuis une décennie.

En Turquie une nouvelle dynamique révolutionnaire depuis le mouvement de Gezi en 2013, bouleverse et traverse toutes les forces politiques. La bourgeoisie n'a pas pu créer un gouvernement après l'élection de 7 juin. Un pilier important pour l'impérialisme comme la Turquie qui s'enfoncerait dans une crise politique serait déstabilisatrice pour sa domination. N'oublions pas qu'après Israël, au Moyen Orient, les deux pays les plus importants pour le camp impérialiste occidental sont la Turquie et l'Egypte.

Tant que les peuples n'auront pas abattu l'impérialisme il n'y aura, ni paix, ni stabilité au Moyen Orient

Depuis début du XXème siècle l'impérialisme a toujours cherché à dominer le Moyen Orient. Depuis les accords de Sykes-Picot⁶, l'intervention des impérialistes n'a pas cessé jusqu'au aujourd'hui. Citons : La création d'Israël et l'occupation des territoires des pays arabes par Israël, la création du CENTO⁷ pour contrer l'influence de URSS, la ceinture verte contre le communisme, la lutte contre la bourgeoisie nationale indépendantiste (comme le BAAS dirigé par Nasser), la guerre Iran-Irak, la première,

deuxième et troisième guerre du golfe, la liste est longue...

Ce n'est pas une question de manque d'information ou la complexité de la situation au moyen orient qui empêche de comprendre ce qui se passe au Moyen Orient. Pour se positionner et agir de manière juste et efficace, il faut avoir une analyse anticapitaliste et anti-impérialiste claire.

Mais pour cela, et ce serait l'objet d'une autre débat : sans organisation indépendante de la bourgeoisie aucune lutte anti-impérialiste ne peut s'achever correctement dans l'intérêt des peuples opprimés et du prolétariat. La construction d'une telle organisation c'est la tâche qui s'impose aujourd'hui à tous les communistes.

ROCML 6 septembre 2015

¹L' ETAT ISLAMIQUE en français.

² Appelée aussi Adana, une ville situé au sud de la Turquie.

³Le mouvement Kurde, actuellement, ne demande même pas l'auto détermination, mais plutôt l'autonomie.

⁴la Voix des communistes n°12 sur notre site www.rocml.org

⁵Rojava n'est pas un Etat des soviets, ni ne représente une forme nouvelle d'organisation anticapitaliste. C'est un bel exemple que le peuple peut prendre son destin en main et construire son avenir, mais aujourd'hui la composition de classe et la conjoncture au Moyen-Orient ne permettent pas de dire que Rojava peut évoluer vers le socialisme. Nous soutenons l'organisation démocratique à Rojava, le rôle important de la femme dans l'armée kurde, dans l'organisation civile et la lutte, c'est une étape de révolution bourgeoise. Mais le contenu de leur programme est très loin de la démocratie prolétarienne.

⁶Le 16 mai 1916, faisant suite à un travail préparatoire épistolaire de plusieurs mois entre Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et Sir Edward Grey, secrétaire d'État au Foreign Office, l'accord Sykes-Picot est conclu entre la France et le Royaume-Uni à Downing Street entre Sir Mark Sykes, et François Georges-Picot. Il prévoit à terme un découpage du Proche-Orient, c'est-à-dire l'espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne, alors partie intégrante de l'Empire ottoman. La Russie tsariste participe aux délibérations et donne son accord, comme l'Italie, aux termes du traité secret.

⁷Créé en 1955 avec l'Irak et La Turquie, puis l'Iran, le Pakistan et bientôt rejoint par l'Angleterre.

LE PEUPLE GREC A LA CROISEE DES CHEMINS - IMPASSE REFORMISTE ou VOIE REVOLUTIONNAIRE (suite de la page1)

Dans ces manifestations et les dernières positions publiques deux lignes se sont manifestées : celle qui tend à soutenir l'initiative de Syriza qui tend à négocier le prix de la dette, son échéance, celle qui soutient l'action des communistes grecs et qui dénonce l'action du gouvernement, réclamant le non-paiement de la dette par le peuple.

Les organisateurs veulent s'en tenir à la question de la « solidarité avec le peuple grec. Pourtant, au sein de ces rassemblements, la discussion est engagée autour de la lutte des classes aigue qui traverse la Grèce. Soutenir le peuple ne veut rien dire en tant que tel. Derrière ce simple soutien au peuple, le mouvement de solidarité soutient en réalité la politique de Syriza. Il faut clarifier, quelle classe sociale, quel parti politique soutenons-nous en Grèce ? Il est clair que nous ne soutenons pas les capitalistes grecs et les différents partis politiques qui les représentent. Mais cela ne suffit pas. Les communistes sont internationalistes. Ils soutiennent les travailleurs grecs qui refusent l'austérité, mettent en avant la perspective du socialisme. De même, la crise qui secoue la Grèce n'est pas

un phénomène isolé mais généralisé. L'ensemble du monde capitaliste est touché par la crise, à divers degrés. La situation politique grecque a donc une portée internationale. Comme les Grecs, nous nous posons la question en France de savoir ce qu'il faut faire pour contrer l'austérité imposée par les gouvernements de droite comme de gauche. Ainsi, pour développer des solutions à nos situations, nous ne devons pas hésiter à tirer des enseignements politiques de ce qu'il se passe en Grèce. Nous devons nous « nourrir » de l'expérience du mouvement ouvrier international pour lutte contre la classe bourgeoise. C'est en cela que vit l'internationalisme prolétarien : solidarité avec les travailleurs du monde entier, et enseignements/bilan des luttes du mouvement ouvrier international.

Disons-le clairement, la situation en Grèce avec l'arrivée au pouvoir de Syriza est un moment important pour le développement de la conscience politique du mouvement ouvrier des pays impérialistes. Il y a actuellement deux façons de répondre à la crise internationale du système capitaliste :

La façon des réformistes : le système changera par réformes graduelles en arrivant au pouvoir par les élections. Les réformistes axent tout leur programme sur la redistribution des richesses sans toucher à la propriété capitaliste des moyens de production. En Europe, cette façon de voir s'exprime, chacun dans leur contexte national par Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, le Front de Gauche en France.

La façon des révolutionnaire, des communistes : il faut changer de système. La réforme est possible avec un rapport de force de classe mais n'est pas un but en soi, peut toujours être remise en cause sous le capitalisme. Il faut donc abattre le capitalisme, transformer la propriété privée en propriété du peuple travailleur (propriété sociale). Les communistes veulent construire une société socialiste.

Jusqu'à présent, la lutte dans le mouvement ouvrier entre réformistes et communistes se faisait sur la base d'arguments idéologiques, théoriques ou historiques. Maintenant, nous sommes à un tournant. Les faits concrets, pratiques, sont en train de montrer en Grèce l'échec du réformisme. Syriza ne tient pas parole, reste enfermé dans la dictature du capital et plie face aux exigences des bourgeoisies européennes. Les propositions de Tsipras aux créanciers le prouvent. Surtout, Syriza n'a pas touché à la cause des inégalités en Grèce. En conséquence, le peuple et plus particulièrement la classe ouvrière continuent de subir la crise du capitalisme et payent la dette de la Grèce. Mais quelle est l'origine de la dette ? Qui a endetté la Grèce ? Qui en profite ? L'UE, ce cartel d'impérialistes et le gouvernement grec Syriza font payer la dette au prolétariat grec. Les communistes ne doivent pas se tromper : les travailleurs ne sont pas responsables de la dette. Ils produisent de la richesse, ce ne sont pas des feignants. D'après l'OCDE, les Grecs travaillaient en moyenne 42 h par semaine alors que la moyenne de l'Union Européenne est de 37 heures par semaines. Et les impérialistes en complicité avec Syriza veulent dégrader toujours plus les conditions de vie du peuple.

Les communistes en France ne peuvent soutenir que les forces qui défendent le non-remboursement de la dette par le peuple. L'ancien président du Burkina Faso, Thomas Sankara, assassiné par l'impérialisme mettait en garde ainsi son peuple : *«La dette ne peut pas être remboursée parce que si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront*

pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons en sûrs également.»

Soyons-en sûr en effet, sans le rejet de la dette et la rupture avec le capitalisme, les travailleurs sont condamnés à verser leurs forces et leur sang pour créer des richesses dont ils ne profiteront pas, dont ils seront dépouillés par l'impérialisme et la bourgeoisie grecque.

Nous voyons bien tous que la volonté de réforme ne suffit pas concrètement à changer la situation. Il est impossible d'aménager le système capitaliste, le système capitaliste ne se change pas. Il reste toujours inégalitaire car la cause de l'inégalité entre une minorité d'exploiteurs qui possède et une majorité d'exploités qui produit est préservée par le réformisme. Il faut tirer les enseignements de cette expérience grecque.

Pour changer sa situation, pour mettre fin à l'austérité qui est la tâche immédiate de la classe ouvrière européenne, il est nécessaire de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme. Il n'y a pas d'autre voie. Il ne suffit pas de contester le capital, d'être contestataire, il faut aussi proposer des perspectives anticapitalistes.

L'échec de Syriza et la capitulation de Tsipras devant les diktats du capital financier international est la démonstration concrète de l'utopie des théories et des politiques réformistes, y compris celles du réformisme dit « radical ». De ce point de vue, l'opposition d'une partie de Syriza au plan d'austérité signé par Tsipras et voté par le parlement sera vaine si ses membres ne rejoignent pas les forces anticapitalistes engagées dans la rue. Même si les conditions n'en sont pas toutes réunies aujourd'hui, la révolution est la question posée et à résoudre. Aujourd'hui les communistes qui partagent cette analyse doivent agir pour expliquer et défendre la voie révolutionnaire en Grèce contre les utopies réformistes et opportunistes. Et ce combat en France ne peut que favoriser l'émergence d'un véritable parti communiste dont le prolétariat a besoin pour lui aussi s'engager dans la voie révolutionnaire.

ROCML – JUILLET 2015